



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

RECUEIL SPÉCIAL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 82 du 21 novembre 2018

Le contenu du recueil peut être consulté, conformément au sommaire, à l'accueil de la préfecture site Saint-Aubin, ainsi que sur le site internet de la préfecture www.maine-et-loire.pref.gouv.fr rubrique Publications.

Les documents et plans annexés peuvent être consultés auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée.

✉ Place Michel Debré - 49934 ANGERS cédex 9

☎ 02.41.81.81.81

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS
Bureau de la logistique et du courrier / LB

CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE DIFFUSION

Le Préfet de Maine-et-Loire certifie que :

Le sommaire du recueil spécial des actes administratifs de la préfecture du 21 novembre 2018 a été affiché ce jour ; le texte intégral a été mis en ligne ce jour sur le site internet de la préfecture : www.maine-et-loire.pref.gouv.fr.

A Angers, le 21 novembre 2018
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice,


Carine KERZERHO



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECCTE Pays de la Loire
Unité Départementale de Maine-et-Loire
Arrêté préfectoral n° 2018-050
Relatif à la fermeture hebdomadaire
des magasins d'ameublement
et d'équipement de la maison
du département de Maine-et-Loire

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-12, R. 3132-5, et L.3132-29 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1975 réglementant la fermeture des commerces d'ameublement le dimanche jour de repos hebdomadaire.

VU la demande présentée le 31 mai 2017 par la chambre départementale de l'Ameublement de Maine-et-Loire ayant pour objet la renégociation de l'arrêté préfectoral actuellement en vigueur ;

Considérant qu'en application des articles L. 3132-12 et R. 3132-5 du code du travail, les magasins d'ameublement et d'équipement de la maison sont inclus dans la liste des établissements qui sont admis à donner le repos hebdomadaire par roulement et bénéficient donc d'une dérogation de droit ;

Considérant toutefois que les représentants des employeurs et des salariés des magasins d'ameublement et d'équipement de la maison du département de Maine-et-Loire ont conclu l'accord départemental du 6 février 2018 signé par la chambre départementale de l'Ameublement de Maine-et-Loire ainsi que par les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT-FO et CFE-CGC en vue de l'adoption d'un nouvel arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire, en application de l'article L. 3132-29 du code du travail ;

Considérant les résultats de la consultation des magasins d'ameublement et d'équipement de la maison du département du Maine-et-Loire organisée par la chambre départementale de l'Ameublement de Maine-et-Loire en mai 2017 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Dans l'ensemble du département de Maine-et-Loire, tous les établissements, les entreprises, les magasins ou toutes surfaces de vente, ayant pour activité le commerce de détail de l'ameublement, de l'équipement de la maison et d'articles de décoration, appliquant la Convention collective nationale du négoce d'ameublement (IDCC 1880), sont fermés au public le dimanche.

ARTICLE 2 - Par dérogation à l'article précédent, les établissements, entreprises, magasins et surfaces de vente visés par l'article 1 du présent arrêté pourront être ouverts, par année civile, selon le calendrier suivant :

- le premier dimanche des soldes d'été
- les deux dimanches de décembre qui précèdent Noël.

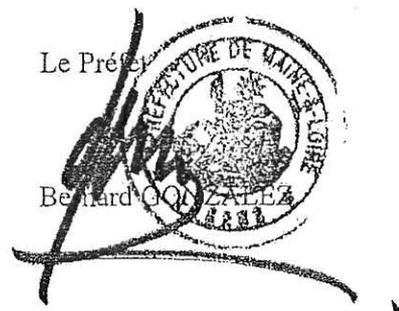
ARTICLE 3 - Les modalités relatives au travail dominical dans les magasins d'ameublement et d'équipement de la maison dans le Maine-et-Loire sont fixées par les dispositions de l'accord départemental du 6 février 2018 en annexe et ses éventuels avenants futurs.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral 20 novembre 1975 est abrogé.

ARTICLE 5 - le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, les sous-préfets, les maires des communes du département, la responsable de l'unité départementale de Maine-et-Loire de la DIRECCTE des Pays de la Loire, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le **13 NOV. 2018**

Le Préfet
Bernard QUÉZALEZ



Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- Recours gracieux auprès du signataire
- Recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail (DGT – RT3, 39/43, quai André Citroën 75902 Paris cedex 15)
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette CS 24111 44041 Nantes Cedex).

**ACCORD DEPARTEMENTAL SUR LE REPOS DOMINICAL
ET LA FERMETURE DES MAGASINS D'AMEUBLEMENT & D'EQUIPEMENT DE
LA MAISON LE DIMANCHE
DANS LE DEPARTEMENT DU MAINE-ET-LOIRE**

Préambule

Les parties signataires, conscientes des nombreux enjeux qui s'attachent au respect du repos dominical et du repos hebdomadaire,

Considérant que le respect de la règle du repos dominical permet de sauvegarder de nombreux équilibres de la société française liés à :

- le nécessaire maintien de la cohésion sociale,
- la sauvegarde de la cellule familiale,
- la promotion de la vie associative et sportive,
- un héritage culturel et historique
- des motifs religieux,

Considérant que le respect du principe du repos dominical constitue à la fois une règle protectrice des salariés et une condition du maintien d'une concurrence loyale,

Considérant, d'autre part le souhait des entreprises de satisfaire la clientèle le dimanche et de maintenir une certaine vie sociale et économique, nécessité consacrée par les dérogations de droit des articles L.3132-12 et R.3132-5 du Code du travail qui peuvent induire et légitimer des traitements différents selon les professions,

Les organisations syndicales de salariés rappellent qu'ils ne sont pas favorables à la généralisation du travail dominical. Le repos hebdomadaire est en effet donné le dimanche sous réserve des dispositions légales qui permettent d'y déroger.

Considérant enfin cette dérogation de droit pour le Négoce de l'ameublement et de facto, l'absence de nécessité d'obtention de décisions municipales,

Ont estimé nécessaire de conclure le présent accord dans le cadre des dispositions de l'article L.3132-29 du Code du travail.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées aux fins de négocier le présent accord collectif territorial, afin de garantir aux salariés relevant de son champ d'application travaillant le dimanche, le bénéfice de droits spécifiques et de contreparties équilibrées, tout en garantissant le plus strict volontariat.

Les parties signataires réaffirment leur attachement au maintien du principe de repos dominical et la nécessité de préserver la vie sociale et familiale des salariés.

Enfin, elles soulignent leur attachement au volontariat, qui implique que seuls les salariés ayant donné un accord écrit non équivoque puissent être amenés à travailler le dimanche.

Afin de concilier ces différents impératifs, les parties signataires sont convenues d'instaurer les dispositions qui suivent, qui ne se limitent pas à définir des compensations salariales, mais intègrent la question de l'ouverture dominicale dans une réflexion sociale plus large.

D J P
1/8

Ar CR 73 FP 061

ARTICLE I – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL ET PROFESSIONNEL

Le présent accord concerne les entreprises, établissements, magasins et plus globalement toutes surfaces de vente ayant pour activité le commerce de détail de l'ameublement, de l'équipement de la maison et d'articles de décoration, appliquant la CCN du négoce de l'ameublement IDCC 1880.

D'une manière générale, le présent accord concerne tous les commerces de détail compris dans le champ d'application de la CCN du Négoce de l'ameublement du 31 mai 1995 étendue par arrêté du 15 juillet 2002, sur l'ensemble du département du Maine-et-Loire.

Les entreprises attirent l'attention de leurs prestataires et sous-traitants intervenant également le dimanche sur les contreparties octroyées au travail dominical dans cet accord et les incitent à s'en rapprocher.

ARTICLE II – FERMETURES DOMINICALES

Après avoir constaté que l'article L 3132-12 du code du Travail complété par l'article R 3132-5 du code du travail permet aux établissements de commerce de détail de l'ameublement de pouvoir de plein droit déroger à la règle du repos dominical, les parties au présent accord souhaitent que le repos dominical soit respecté 49 dimanches par an, les années comptant 52 dimanches, et 50 dimanches par an, les années comptant 53 dimanches.

La partie la plus diligente saisira le Préfet du Maine-et-Loire, à l'effet de consacrer les dispositions ci-dessus par un arrêté de fermeture pris sur le fondement de l'article L 3132-29 du Code du Travail.

ARTICLE III - DATES ET HEURES D'OUVERTURE

Article 3.1 - Dates d'ouverture

Les organisations signataires, représentant l'ensemble de la profession du meuble, s'engagent à faire respecter le calendrier d'ouverture suivant par les magasins qui décideront d'ouvrir :

- le premier dimanche des soldes d'été,
- les deux dimanches de décembre qui précèdent Noël.

Aucune dérogation particulière ne pourra être sollicitée sur la base d'un autre article du code du travail et à quelque titre que ce soit.

Article 3.2 – Heures d'ouverture

Les entreprises ne pourront demander à leurs salariés de travailler avant 9h00 les dimanches ouverts.

D.S.V

2/8

AR CR 15 Ep
062

Lorsque le dimanche ouvert est une veille de jour férié, l'heure de fermeture des entreprises ces dimanches est fixée au maximum à 17h00.

Les parties signataires rappellent que les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux salariés travaillant le dimanche d'exercer personnellement leur droit de vote au titre des scrutins nationaux et locaux lorsque ceux-ci ont lieu un dimanche d'ouverture. Les horaires de travail des salariés concernés devront être adaptés afin que les salariés puissent exercer personnellement leur droit de vote avant ou après leur prestation de travail.

ARTICLE IV – VOLONTARIAT : Principes – Organisation – Renonciation

Ne pourront travailler le dimanche les jeunes de moins de 18 ans.

Un stagiaire ou un apprenti ne pourra être présent le dimanche.

Seuls les salariés volontaires pourront travailler le dimanche dans le cadre du présent accord.

A cet effet, un courrier ou un courriel d'appel au volontariat sera adressé à chaque salarié (à l'appui du document annexe ci-joint) y compris cadre ou agent de maîtrise. Il rappellera le principe du volontariat, les conditions de rémunération et de repos et mentionnera la planification annuelle des dimanches concernés pour l'année suivante.

Il sera envoyé six semaines au moins avant le premier dimanche qui sera ouvert l'année suivante.

Chaque salarié volontaire indiquera par écrit, dans le délai d'un mois à compter de la réception de ce message, les dimanches pour lesquels il sera volontaire.

Le salarié qui se sera porté volontaire bénéficiera d'un droit à rétractation qui devra s'effectuer par écrit, concernant les dimanches restants pour lesquels il s'est porté volontaire, sous réserve de respecter un délai de prévenance d'un mois avant le dimanche suivant, sans qu'il ait à justifier de motif, et sans que l'employeur puisse le refuser.

Ce délai de prévenance ne s'applique pas dans le cas d'événements familiaux tels que définis par l'Article 38 de la Convention Collective du Négoce de l'Ameublement et de l'Équipement de la Maison.

Le refus de travailler le dimanche ou la renonciation de travailler le dimanche ne constitue pas une faute, et ne peut faire l'objet de pression, chantage, sanction, mutation ou licenciement.

En tout état de cause, en cas d'un nombre de volontaires insuffisants pour permettre l'ouverture de l'entreprise, il ne pourra être faite aucune pression sur les salariés, de quelque manière que ce soit, pour les inciter à se porter volontaires.

D.S.P

ARTICLE V – CONTREPARTIES ET AUTRES GARANTIES AU TRAVAIL DU DIMANCHE

En l'absence d'accord d'entreprise ou d'accord de branche, les contreparties au travail du dimanche des salariés sont ainsi définies :

1° L'amplitude de la journée de travail le dimanche est limitée à neuf heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises ; tous les salariés volontaires pourront donc travailler des demi-journées complètes.

Pour les magasins restant ouverts en continu, la pause méridienne ne peut être d'une durée supérieure à 1h30.

2° - Pour les salariés rémunérés exclusivement selon un salaire fixe, outre la rémunération du nombre d'heures effectuées le jour correspondant et le cas échéant les majorations pour heures supplémentaires, chaque heure effectuée comportera en plus, une majoration particulière égale à 110% du taux horaire du salaire conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) correspondant à la classification de l'intéressé.

- Pour les salariés rémunérés totalement ou partiellement à la commission ou au rendement, à la rémunération correspondant au salaire normalement dû pour l'activité accomplie le dimanche, s'ajoutera pour chaque heure travaillée une majoration correspondant à 110% du taux horaire du salaire conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) correspondant à la classification de l'intéressé.

- Pour les salariés ayant conclu un forfait jour, dans le cadre des dispositions de l'article L3121-29 du Code du Travail, ces derniers bénéficieront d'un complément de rémunération pour cette journée, égal au 1/22ème du salaire mensuel conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) majorée de 10%.

3° Chaque salarié privé du repos hebdomadaire doit bénéficier d'un repos équivalent aux heures travaillées le dimanche et à prendre dans les quinze jours qui précèdent ou qui suivent le dimanche travaillé. Lors de l'expression du volontariat, chaque salarié peut faire part de ses souhaits en ce qui concerne le jour de la semaine destiné à remplacer le repos dominical. L'employeur confirme le cas échéant sa réponse.

4° Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même salarié. Pour rappel, la semaine de travail débute le lundi.

5° Le repos hebdomadaire a une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives auxquelles s'ajoutent les onze heures consécutives de repos quotidien.

6° Si le salarié volontaire doit faire appel à un professionnel pour la garde de ses enfants à charge de moins de 15 ans, ou un enfant handicapé à charge de moins de 16 ans, les frais de garde ainsi engagés le dimanche concerné seront indemnisés par la mise en place d'un système de Chèque Emploi Service Universel préfinancé. Ce chèque d'un montant de 10 euros par heure travaillée par le salarié volontaire le dimanche sera pris en charge à 55% par

D.J.P
4/8

AD AL CR FP
064

l'entreprise et 45% par le salarié, dans la limite de 1830 euros par an et par foyer. L'entreprise qui ne mettra pas en place ce dispositif CESU pourra opter pour la prise en charge directe de ces frais sur justificatifs, par l'octroi d'un défraiement par heure de garde égal à 5,50 euros dans la limite des heures travaillées du salarié le dimanche, et dans la limite de 1830 euros par an et par foyer.

7° Les salariés pourront demander à bénéficier d'une prise en charge de leurs frais de carburant dans les conditions cumulatives suivantes : - lors de leur déclaration de volontariat en se portant volontaires pour co-voiturer un ou des salariés de l'entreprise travaillant le(s) même(s) dimanches ; - en joignant à cette déclaration la carte grise d'un véhicule à son nom ; - dans la limite de 1.15 x le trajet habituel du salarié co-voitureur aller-retour (nombre de kilomètres * 1,15 * barème fiscal annuel des frais de carburant en euros au kilomètre parcouru paru au Bulletin Officiel des Finances Publiques) et dans la limite de 200,00 euros par an ; - en déclarant le(s) nom(s) du ou des salariés co-voiturés après le dimanche concerné.

8° En cas d'élections un dimanche travaillé au titre du présent accord, l'employeur devra permettre à tout salarié d'accomplir son devoir électoral. A cet effet, le salarié disposera de deux heures d'absence rémunérées.

Chacune de ces contreparties ne se cumulent pas avec celles ayant le même objet en vigueur par accord d'entreprise. Seule la plus favorable s'applique dans ce cas.

ARTICLE VI – AUTRES MESURES

Par ailleurs, les entreprises du secteur du négoce de l'ameublement et de l'équipement de la maison s'engagent à diffuser chaque année une information auprès de tous leurs salariés sur le CPF (Compte Personnel de Formation).

ARTICLE VII – CONDITIONS D'APPLICATION

Chacune des organisations signataires, convaincue de l'importance des enjeux de conditions de travail et de concurrence loyale entre entreprises, s'engage à soutenir par les moyens les plus appropriés les actions visant les entreprises ne respectant pas leur obligation de fermeture ou les mesures d'accompagnement du présent accord.

Les entreprises garantissent à organiser une facilité de contacts entre les organisations syndicales signataires et leurs salariés.

D J P

ARTICLE VIII – COMMISSION DE SUIVI ET D'INTERPRETATION

Une commission de suivi paritaire et d'interprétation est constituée.

Elle est composée des représentants des organisations signataires du présent accord.

1° Dans le cadre de sa mission de suivi, la commission se réunit à la demande des parties signataires du présent accord et examine les conditions dans lesquelles les entreprises d'une part, ont respecté leurs obligations d'ouverture exceptionnelle, d'autre part, ont appliqué les clauses de l'accord aux salariés concernés.

A cette occasion la Chambre Départementale du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipeement de la Maison du Maine-et-Loire, avec le concours de la DIRECCTE, présente aux organisations syndicales un bilan économique et social du présent accord.

La Commission peut également être amenée à discuter des périodes d'ouverture afin de choisir de nouvelles dates dans le cadre du nombre fixe des dimanches annuels, et de les proposer pour révision de l'accord.

Toute modification donnera lieu à un avenant au présent accord.

2° Dans le cadre de sa mission d'interprétation, la commission saisie par toute organisation syndicale ou par la DIRECCTE, par courrier postal ou électronique à la Chambre Départementale du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipeement de la Maison du Maine-et-Loire (59 rue Saint-Lazare – 75009 Paris – secretariat@fnaem.fr) se réunit dans un délai de 2 mois.

ARTICLE IX – DUREE – REVISION

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une des parties syndicales.

Il pourra être dénoncé à tout moment avec un préavis de trois mois par l'une ou l'autre des parties signataires. La dénonciation sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et déposée auprès du Préfet du Maine-et-Loire – 9 Place Michel Debré, 49100 Angers. Une copie pour information sera adressée aux organisations syndicales signataires du département du Maine-et-Loire, à la DIRECCTE du Maine-et-Loire 12 Rue Papiou-de-la-Verrie, 49000 Angers, et à la Direction Générale du Travail, service dépôt, 39-43 quai André Citroën- 75902 PARIS cedex 15.

La lettre de dénonciation fera courir un délai de survie de l'accord de douze mois à compter de l'expiration du délai de préavis pendant lequel l'accord restera en vigueur. Pendant ce délai, une négociation devra s'engager à l'initiative de la partie la plus diligente.

D.S.P

6/8

AM AL CR

FP

066

ARTICLE X – PUBLICITE – DEPOT

Le présent accord sera notifié par la Chambre Départementale du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipement de la Maison du Maine-et-Loire à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

Il sera déposé par la Chambre Départementale du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipement de la Maison du Maine-et-Loire auprès de :

- l'Unité Départementale du Maine-et-Loire de la DIRECCTE des Pays de la Loire, 12 Rue Papiou-de-la-Verrie, 49000 Angers,
- la Direction Générale du Travail, service dépôt, 39-43 quai André Citroën- 75902 PARIS cedex 15,
- au greffe du Conseil de Prud'hommes d'Angers, 18 Rue Prebaudelle, 49100 Angers,
- au greffe du Conseil de Prud'hommes de Saumur, Place Saint-Michel, 49412 Saumur Cedex.

Fait à Angers
Le 06 février 2018

En 16 exemplaires

Organisation patronale :

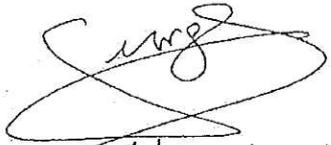
Pour la Chambre Départementale du Négoce de l'Ameublement et de l'Equipement de la Maison du Maine-et-Loire

Frédéric PASGRIMAUD



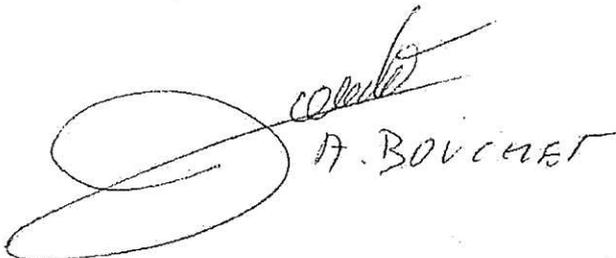
Syndicats de salariés :

Pour l'Union Départementale CFDT,



Antoine LELARGE

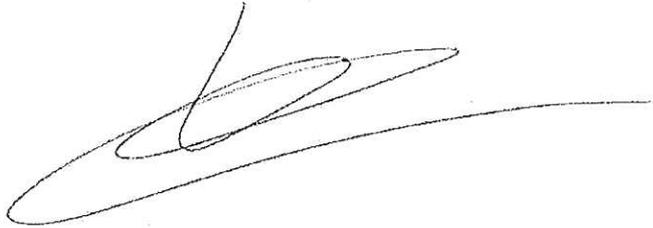
Pour l'Union Départementale – CFE/CGC,



A. BOUCHET

F.P 7/8
D3 P
A3 A ER

Pour l'Union Départementale – CFTC,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pour l'Union Départementale – CGT FO,

Catherine ROCHARD

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Catherine' with a stylized flourish at the end.

Pour l'Union Départementale – CGT,

FP DS 18/8
73 Au CR

Déclaration de volontariat au travail le dimanche dans le secteur de l'ameublement et d'équipement de la maison

quelque soit le type de contrat salarié (CDI, CDD...)

Le travail du dimanche est exclusivement fondé sur la base du volontariat, quel que soit le statut du salarié. Par conséquent, aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'un traitement défavorable (par exemple en matière de congés, de rémunération ou d'horaires) pour ne pas avoir souhaité travailler le dimanche.

L'accord départemental sur le repos dominical et la fermeture des magasins d'ameublement et d'équipement de la maison le dimanche dans le département du Maine et Loire daté du 06 février 2018, précise plusieurs éléments :

Les personnes pouvant travailler :

Seuls les salariés ayant donné leur accord écrit non équivoque peuvent être amenés à travailler le dimanche

Les jeunes de moins de 18 ans ne pourront pas travailler le dimanche.

Un stagiaire ou un apprenti ne pourra être présent le dimanche

Les dimanches d'ouverture possibles :

Les dimanches qui peuvent être ouverts sont : *le premier dimanche des soldes d'été et le deuxième dimanche de décembre.*

Les horaires des dimanches :

Les entreprises ne pourront demander à leurs salariés de travailler avant 9h00 les dimanches ouverts.

Lorsque le dimanche est ouvert une veille de jour férié, l'heure de fermeture des entreprises ces dimanches est fixée au maximum à 17h00.

Les horaires seront adaptés en cas de journée d'élection pour permettre à chaque salarié d'exercer son droit de vote (2h rémunérées au cours de la journée).

Les modalités de déclaration de volontariat :

Un courrier ou courriel d'appel au volontariat sera adressé à chaque salarié (appui du document annexe) y compris cadre ou agent de maîtrise.

Un document mentionnant la planification annuelle des dimanches pour l'année suivante devra être envoyé 6 semaines au moins avant le premier dimanche qui sera ouvert l'année suivante.

Les contreparties et autres garanties :

1° L'amplitude de la journée de travail le dimanche est limitée à neuf heures, pauses contractuelles ou conventionnelles comprises ; tous les salariés volontaires pourront donc travailler des demi-journées complètes.

Pour les magasins restant ouverts en continu, la pause méridienne ne peut être d'une durée supérieure à 1h30.

2° - Pour les salariés rémunérés exclusivement selon un salaire fixe, outre la rémunération du nombre d'heures effectuées le jour correspondant et le cas échéant les majorations pour heures supplémentaires, chaque heure effectuée comportera en plus, une majoration particulière égale à 110% du taux horaire du salaire conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) correspondant à la classification de l'intéressé.

- Pour les salariés rémunérés totalement ou partiellement à la commission ou au rendement, à la rémunération correspondant au salaire normalement dû pour l'activité accomplie le dimanche, s'ajoutera pour chaque heure travaillée une majoration correspondant à 110% du taux horaire du salaire conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) correspondant à la classification de l'intéressé.

- Pour les salariés ayant conclu un forfait jour, dans le cadre des dispositions de l'article L3121-29 du Code du Travail, ces derniers bénéficieront d'un complément de rémunération pour cette journée, égal au 1/22ème du salaire mensuel conventionnel de branche (hors prime d'ancienneté) majorée de 10%.

3° Chaque salarié privé du repos hebdomadaire doit bénéficier d'un repos équivalent aux heures travaillées le dimanche et à prendre dans les quinze jours qui précèdent ou qui suivent le dimanche travaillé. Lors de l'expression du volontariat, chaque salarié peut faire part de ses souhaits en ce qui concerne le jour de la semaine destiné à remplacer le repos dominical. L'employeur confirme le cas échéant sa réponse.

4° Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même salarié. Pour rappel, la semaine de travail débute le lundi.

5° Le repos hebdomadaire a une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives auxquelles s'ajoutent les onze heures consécutives de repos quotidien.

6° Si le salarié volontaire doit faire appel à un professionnel pour la garde de ses enfants à charge de moins de 15 ans, ou un enfant handicapé à charge de moins de 16 ans, les frais de garde ainsi engagés le dimanche concerné seront indemnisés par la mise en place d'un système de Chèque Emploi Service Universel préfinancé. Ce chèque d'un montant de 10 euros par heure travaillée par le salarié volontaire le dimanche sera pris en charge à 55% par l'entreprise et 45% par le salarié, dans la limite de 1830 euros par an et par foyer. L'entreprise qui ne mettra pas en place ce dispositif CESU pourra opter pour la prise en charge directe de ces frais sur justificatifs, par l'octroi d'un défraiement par heure de garde égal à 5,50 euros dans la limite des heures travaillées du salarié le dimanche, et dans la limite de 1830 euros par an et par foyer.

7° Les salariés pourront demander à bénéficier d'une prise en charge de leurs frais de carburant dans les conditions cumulatives suivantes : - lors de leur déclaration de volontariat en se portant volontaires pour co-voiturer un ou des salariés de l'entreprise travaillant le(s) même(s) dimanches ; - en joignant à cette déclaration la carte grise d'un véhicule à son nom ; - dans la limite de 1.15 x le trajet habituel du salarié co-voitureur aller-retour (nombre de kilomètres * 1,15 * barème fiscal annuel des frais de carburant en euros au kilomètre parcouru paru au Bulletin Officiel des Finances Publiques) et dans la limite de 200,00 euros par an ; - en déclarant le(s) nom(s) du ou des salariés co-voiturés après le dimanche concerné.

8° En cas d'élections un dimanche travaillé au titre du présent accord, l'employeur devra permettre à tout salarié d'accomplir son devoir électoral. A cet effet, le salarié disposera de deux heures d'absence rémunérées.

L'accord est accessible à l'adresse suivante : xxxxxxxxxxxx

DT.P 069
AZ CR EP

DECLARATION DE VOLONTARIAT – TRAVAIL DU DIMANCHE

Nom du magasin :

Nom et prénom du salarié :

Déclaration de volontariat :

- A - Je ne suis pas volontaire pour travailler le dimanche
 B - Je suis volontaire pour travailler certains dimanches proposés
 C - Je suis volontaire pour travailler l'ensemble des dimanches proposés

Cochez la case que vous souhaitez, sachant que vous pourrez revenir sur votre décision à tout moment en respectant un délai de prévenance d'un mois minimum.

Si vous avez opté pour le choix B ou C, indiquez les dimanches où vous souhaitez être volontaire ainsi que les jours de récupération associés :

Calendrier des dimanches 20xx		Je suis volontaire	Je souhaiterais que pour ce dimanche, mon repos de remplacement soit positionné le (15 jours avant/après le dimanche travaillé)
Juin 20xx	1 ^{er} dimanche des soldes d'été		
Décembre 20xx	2 ^{er} dimanche de décembre qui précède immédiatement Noël		
Décembre 20xx	1 ^{er} dimanche de décembre qui précède immédiatement Noël		

La direction veillera à accorder aux salariés la date du repos en fonction des demandes exprimées mais aussi, dans le respect des dispositions conventionnelles, en fonction de nécessités d'organisation du magasin et du département.

Chaque salarié volontaire indiquera par écrit, dans le délai d'un mois à compter de la réception de ce message, les dimanches pour lesquels il sera volontaire.

Garde d'enfants (cf. explicatif verso)

Je réponds aux critères et je souhaite bénéficier des tickets CÉSU/défraiement :

- Oui Non

Co-voiturage (cf. explicatif verso)

Je souhaite bénéficier d'une prise en charge de mes frais de déplacement :

- Oui Non

A....., le..... :

Signature du salarié :

Nom et signature de la hiérarchie :

D S P

A J A C O

070

FP